



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Meilleurs Vœux pour 2000

Passer à une nouvelle étape de reconnaissance et de construction des services d'intérêt général dans l'Union européenne

L'intégration européenne a eu comme moteur l'économie et en particulier la constitution d'un marché unique, les textes fondateurs, du traité CECA de 1951 au traité d'Amsterdam de 1999, en témoignent. Nous savons, cependant, que le marché n'est pas la solution à toutes les questions qui se posent à nos sociétés. Beaucoup d'activités sont assurées par des organismes publics ou des organisations volontaires de personnes sans relever de la seule logique marchande. Sans ces organisations, la société ne pourrait trouver son équilibre. Les services d'intérêt général sont un élément essentiel pour le bon fonctionnement des sociétés développées. Ils permettent de garantir l'exercice des droits fondamentaux de la personne, de promouvoir la cohésion sociale et territoriale, de conduire des politiques de développement économique et social ; ce sont des éléments essentiels du bien être et de la dignité des êtres humains.

De même que dans les traités l'Union s'engage au respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, le traité d'Amsterdam reconnaît l'importance des services d'intérêt général pour la cohésion sociale et territoriale. Cependant, encore aujourd'hui, la nécessité de construire un marché unique sur tout le territoire entraîne la dé-construction des services d'intérêt général nationaux ou locaux, mettant souvent en cause la cohésion sociale et la qualité des services rendus, entraînant une concurrence des territoires qui casse les solidarités et la cohésion territoriale. Le but de l'intégration européenne n'est plus seulement aujourd'hui de construire un marché unique avec une monnaie unique, mais d'édifier une société européenne solidaire, respectueuse des identités de chacun, selon le principe de subsidiarité.

Les services d'intérêt général présentent un immense atout pour cela. Aussi, l'Union doit s'engager dans une reconnaissance plus forte de leur rôle dans la construction européenne. La nouvelle conférence intergouvernementale (CIG) qui s'ouvre doit être une occasion à saisir pour fonder les prémisses de services d'intérêt général au plan européen, même si l'ordre du jour en est pour l'instant très limitée. De même, la Charte des droits fondamentaux en cours d'élaboration, doit reconnaître la place des services d'intérêt général comme garanties d'exercice de ces droits fondamentaux. Afin d'avoir une portée juridique réelle, cette Charte doit être intégrée aux traités de l'Union et ne pas demeurer une simple déclaration solennelle.

...

Best wishes for the year 2000

Going into a new phase in the recognition and construction of services of general interest in the European Union

The driving force behind the European integration has been the economy and in particular the creation of the common market, as can be illustrated by the founding texts of all treaties, from CECA in 1951 to the treaty of Amsterdam in 1999. We know, however, that the market is not the solution to all the problems facing our societies. Many activities are being accomplished by public structures or voluntary organisations of people operating without the idea or element of merchandising behind. Without such organisations the society will not be able to maintain the equilibrium within it. Services of general interest form an essential element necessary for the proper running and development of societies. They provide for, the guarantee enabling the exercise of fundamental rights of people, the promotion of social and territorial cohesion and, the running of economic and social developments policies; these are the essential elements of the well being and dignity of human beings.

Just as in the treaties the Union commits itself to the respect of fundamental rights, such as they are guaranteed by the European Convention on the protection of human rights, the treaty of Amsterdam acknowledges the significance of services of general interest in the social and territorial cohesion. However, even today, the necessity to create a common market over the whole territory, brings about the deconstruction of national or local services of general interest, often affecting, in so doing, the social cohesion and the quality of services provided, creating competition among territories, thus breaking the solidarity and territorial cohesion. The aim of the European integration today, is no longer not only that of creating a common market with a common currency, but to build up a unified European society, within which the identity of each one is respected, according to the principle of subsidiarity.

In such a situation the services of general interest have a very strong advantage. Therefore, the Union must engage itself in an even stronger recognition of their role in the European construction. The new intergovernmental conference (IGC) which opens soon, should be the occasion to take the opportunity to set a premise for the services of general interest at the European level, even if its agenda is at present rather limited. Similarly, the Charter of fundamental rights, presently in elaboration, must recognise the place of services of general interest, in ensuring the exercise of these fundamental rights. In order to have a real judicial dimension, this Charter must be integrated in the treaties of the Union, it should not simply remain a solemn declaration

...

Pour que l'Europe ne soit pas simplement un supermarché mais devienne une entité politique, il est temps qu'au delà de leur reconnaissance dans le traité d'Amsterdam, une nouvelle étape soit franchie et que l'on construise des services européens d'intérêt général.

Après la monnaie unique, alors que commence à s'élaborer une défense commune et que se mettent en place, certes difficilement, des politiques industrielles et de développement de l'espace communautaire, il faut que, sans tarder, les services d'intérêt général, qui constituent un élément fondamental de la civilisation et de la culture européenne, prennent toute leur place dans ce mouvement.

Le CELSIG travaille à l'élaboration de propositions en ce sens, en vue de la CIG et de la Charte des droits fondamentaux. Cette étape est importante et il faut la réussir.

Jean-Claude Boual et Pierre Bauby

Conclusions du Conseil d'Helsinki

Parmi les décisions qui ont été adoptées par le Conseil européen d'Helsinki les 10 et 11 décembre dernier (déclaration du millénaire), on retiendra que :

- ♦ "L'Union a pris le ferme engagement de tout faire pour achever les travaux de **la conférence intergouvernementale** (CIG) sur la réforme institutionnelle d'ici décembre 2000", ... " dès que les résultats de cette conférence auront été ratifiés, l'Union devrait être en mesure d'accueillir de nouveaux Etats membres à partir de la fin 2002" ...

- ♦ "Des mesures appropriées seront prises pour que la CIG puisse être officiellement convoquée au début du mois de février" ... Elle "examinera la taille et la composition de la Commission européenne, la pondération des voix au sein du Conseil, ainsi que d'autres modifications qu'il faudra apporter aux traités à propos des institutions européennes" ..

- ♦ "D'importantes modifications devront être apportées aux méthodes de travail du Conseil", ... il conviendra de "soutenir la réforme de l'administration de la Commission", de poursuivre dans la voie de "**la transparence des institutions**" (proposition de la Commission sur les principes devant régir l'accès aux documents du Parlement européen en janvier 2000)

- ♦ le Conseil a décidé de charger "un groupe de haut niveau d'étudier spécifiquement la manière la plus efficace" de faire payer par "tous les citoyens résidents dans un Etat membre de l'Union**tous les impôts exigibles sur la totalité des revenus** de leur épargne". Il présentera un rapport au plus tard en juin 2000

- ♦ "La Commission est invitée à préparer dans les meilleurs délais des propositions en ce qui concerne les modifications de la législation communautaire sur **les télécoms** qu'appellent le progrès technologique et l'évolution du marché."

- ♦ Elle est, également, invitée à présenter un rapport sur le plan d'action e-Europe, destiné à "transformer l'Europe en une authentique société de l'information à la portée de tous" au conseil extraordinaire de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000

- ♦ Le Conseil est invité à "examiner d'urgence le futur Livre blanc sur **la sûreté alimentaire**, qui envisagera également la création d'une éventuelle agence indépendante", "ainsi que la communication de la Commission sur le principe de précaution

...

In order to avoid that Europe becomes simply a large market, but ensure that it becomes a political entity, it is high time that, beyond the recognition in the Treaty of Amsterdam, a new step should now be taken and that there should be a creation of European services of general interest. After the common currency, and whilst the elaboration of a common defence is starting and, though with difficulty, the industrial policy and that of development of community space are being established, it is necessary that the services of general interest, which constitute a fundamental element of European civilisation and culture, be fully engaged in this movement, without delay.

The CELSIG is working on the elaboration of propositions in this direction, in view of the IGC and the Charter of the fundamental rights. This step is crucial it must be accomplished successfully.

Jean-Claude Boual and Pierre Bauby

Conclusions from the Helsinki Council

Among the decisions adopted the European Council of Helsinki on the 10th and 11th December (Millennium declaration), the significant ones are:

"The Union has taken a firm engagement to do all it can, between now and December 2000, to complete work on the **intergovernmental conference** (IGC), on the institutional reform", ...as soon as the results of this conference are ratified, the Union should be able to admit new member States, from end 2002" ...

- ♦ "Appropriate measures shall be taken to enable the official convening of the IGC at the beginning of February" It will examine the size and the composition of the European Commission, the weighting of votes in the Council, as well as other necessary modifications to be made to treaties concerning the European institutions"

- ♦ Significant modifications should be made to the Council's working methods",... it would be appropriate to "support the reform on the Commission's administration", to carry on in "**the transparency of institutions**" (Commission's proposition on the principles governing the access to documents on the European Parliament in January 2000)

- ♦ The Council has decided to mandate "a high level team to specifically study the most efficient way" of ensuring payment by "all citizens resident in a Union member State....**all taxes payable on the totality of revenue from their savings**". It will present a report by June 2000, at the latest.

- ♦ "The commission is called upon to prepare, at the earliest convenience, propositions concerning the modifications of the Community's legislation on **Telecomms**, which calls for technological progress and market evolution"

- ♦ It is also requested to present a report on the e-Europe project, destined at "transforming Europe into a real information society, accessible to all" at the special council meeting in Lisbon from 23 to 24 March 2000.

- ♦ The Council is invited to "urgently examine the planned Hand Book on **food security**, which will also envisage the possibility of the creation of an independent agency...." as well as the Commission's communication on the principle of precaution"

...

♦ En matière de **droits de l'homme**, le Conseil "encourage un dialogue régulier avec la société civile".

♦ Le Conseil européen "déplora l'échec de la conférence de Seattle" et "réaffirme son **attachement au système commercial multilatéral** actuel et à un cycle global de négociations multilatérales sur le commerce."

Le Parlement européen a adopté le 16 décembre une résolution sans enthousiasme sur les conclusions du sommet d'Helsinki et franchement critique sur le volet relatif à la préparation de la CIG "qui **manque de vision politique**" et estime que "cette réforme est insuffisante pour garantir le fonctionnement efficace d'une Europe élargie". Une phrase de la résolution semble bien montrer la volonté du Parlement de peser sur le Conseil. Elle stipule que le Parlement "se réserve de donner son avis conformément à l'article 48 du traité pour la convocation de la CIG", ce qui pourrait retarder le démarrage de la CIG. L'intergroupe "constitution européenne" a, pour sa part, invité la présidence portugaise à sa séance de mi-janvier 2000.

Par ailleurs, la présidente du Parlement, avait fait savoir qu'il convenait que des relais adéquats soient établis avec les parlements nationaux afin de faciliter "à travers nos institutions une information régulière et transparente et que "la lisibilité des traités" soit renforcée.

Charte des droits fondamentaux

L'**enceinte** chargée d'élaborer la charte des droits fondamentaux s'est réunie pour la première fois le 17 décembre 1999 à Bruxelles et a élu comme président Roman Herzog, ancien président de la RFA. Cette enceinte est constituée de 62 membres : 15 représentants des chefs d'Etat et de gouvernement, 1 représentant de la Commission européenne (le commissaire A. Vittorino), 16 représentants du Parlement européen et 30 représentants des parlements nationaux. Le projet de charte devra être présenté avant le Conseil européen de décembre 2000 qui se déroulera à Nice. A l'occasion de la première séance de travail, R. Herzog a précisé vouloir faire "tout son possible pour que le débat constitutionnel ne soit pas mené dans notre enceinte. Nous élaborerons une charte dans le cadre de notre mandat, mais nous n'avons pas à décidé de son caractère contraignant ou non." Ceci n'est pas le point de vue de tous les membres de l'enceinte, notamment les rapporteurs du projet au Parlement européen qui plaident pour que l'application des droits retenus dans la charte soit obligatoire et relève de la compétence des juridictions nationales et, en dernier ressort de la Cour européenne de justice. Rappelons que le sommet de Cologne précisait qu'il faudrait examiner si la charte pourrait être intégrée dans les traités. Le bureau de l'enceinte se réunira le 17 janvier et la prochaine session plénière se tiendra les 1er et 2 février. L'enceinte a décidé la publicité complète de ses travaux.

La confédération européenne des syndicats (CES), qui a rencontré, à Helsinki, les présidents actuel et futur du Conseil européen, R. Prodi et J. Solana, a demandé, elle, que la prochaine CIG soit l'occasion d'"ancrer dans le traité certains droits sociaux et civiques fondamentaux" et de "fusionner" la charte des droits fondamentaux avec les résultats de la CIG.

Droit institutionnel

Dans son arrêt T-92/98, le Tribunal de 1ère instance a clarifié **les règles d'accès aux documents de la Commission**. Il a donné partiellement raison à une entreprise allemande à qui la Commission avait refusé l'accès à certains documents en posant que la protection de l'intérêt public

♦ Concerning the **human rights**, the Council "encourages regular dialogue with the civil society"

♦ The European Council "condemns the failure of the Seattle conference" and "reaffirms its **attachment to the present multilateral** commercial system and of a global round of multilateral negotiations"

On the 16th December **the European Parliament** adopted, with little enthusiasm, a resolution on the conclusions of the Helsinki summit and which was very critical

on the preparation of the IGC "which **lacks political vision**" and considers that "the reform is not adequate enough to guarantee efficient operation of the enlarged Europe. A statement in the resolution clearly shows the willingness of the Parliament to have a strong influence on the Council. It stipulates that the Parliament "in conformity with the article 48 of the Treaty, reserves the right on the convening of the IGC", which could delay the launching of IGC. The subgroup "European Constitution. "has, on its part, invited the Portuguese Presidency to its session, mid-January 2000.

Furthermore, the president of the Parliament, made it known that it was necessary to establish sufficient links with national parliaments in order to facilitate, "through our institutions, regular and transparent information and that "the clarity of charters" be strengthened.

Charter of Fundamental Rights

The body charged to elaborate the Charter of Fundamental Rights met for the first time on 17th December 1999 in Brussels and elected the former FRG President Roman Herzog as president. This body is composed of 62 members: 15 representatives of Heads of States and Governments, 1 representative of the European Commission (Commissioner A. Vittorino), 16 representatives of the European Parliament and 30 national representatives. The Charter project should be presented before the European Council meeting of December 2000 at Nice. During the first session, R. Herzog, indicated his intention to do "the best he could so that the constitutional debate should not take place in our arena". We shall elaborate a charter within the limits of our mandate, but we will not decide on the extent of its limits. "This is not the view point of all the members of the body, in particular the rapporteurs of the project to the European Parliament, who are calling for the obligation of the application of the rights written in the charter and become the responsibility of the national jurisdictions and as a last resort, that of the European Court of Justice. It should be recalled that the Cologne summit, indicated that it would be necessary to examine the integration of the charter in the treaties. The bureau of the body will meet on the 17th January and the next plenary session will take place from 1st to 2nd February. The body has decided on the complete publicity of all its works.

The European Confederation of Unions (ECU), which at Helsinki met the current and future presidents of the European Council, R. Prodi and J. Solana, respectively, has requested that the next IGC be made the occasion to "insert in the treaty certain fundamental social and civic rights" and "merge" charter of fundamental rights with the outcome of the IGC.

Institutional rights

The first magistrate court, in the judgement T-92/98, clarified **the rules governing access to the Commission's documents**. It partly approved the claim by a German enterprise, to which the Commission refused access to certain documents under the pretext of the protection of public interest

"ne saurait permettre à la Commission de se soustraire à l'obligation de communiquer des documents qui ont été établis dans le cadre d'un dossier purement administratif (...) même si la production de ces documents dans une procédure engagée devant le juge communautaire pouvait être préjudiciable à la Commission". Le Tribunal inclut dans les documents protégés, seulement "les mémoires ou actes déposés, les documents internes concernant l'instruction de l'affaire en cours (...), les communications relatives à l'affaire entre la DG concernée et le service juridique ou un cabinet d'avocat."

Marchés publics

Deux arrêts récents de la Cour de justice concernant la réglementation autrichienne en matière de passation des marchés publics sont à remarquer. Le premier (C-81/98) constate qu'une procédure nationale doit prévoir dans tous les cas une procédure de recours en annulation de la décision d'attribution du marché lorsque le marché a été conclu, indépendamment de la possibilité d'obtenir par ailleurs des dommages-intérêts. Le second arrêt (C-328/96) constate que la république d'Autriche était tenue de respecter entièrement la réglementation communautaire dès son adhésion à l'Union européenne. Elle ne pouvait donc exclure des marchés d'une valeur considérable du champ d'application de sa loi de transposition des directives communautaires en matière de marché public, ni enfreindre le principe de libre circulation des marchandises

Energie

- ♦ Lors du symposium consacré aux résultats du projet, lancé par la Commission, d' "analyse commune" des perspectives de l'UE dans le domaine énergétique jusqu'en 2020 et des défis politiques et économiques qui en découlent, la commissaire Loyola de Palacio a souligné la contradiction qu'il faudra résoudre, dans un avenir proche, entre l'abondance et le faible coût de l'énergie fossile et la question du changement climatique qui imposera un usage moindre de celle-ci. Elle a souligné qu'à un moment où le pouvoir décisionnel est transféré aux marchés, l'intervention publique devra être intensive et a précisé la volonté de la Commission de procéder à une vaste consultation pour élaborer une stratégie à long terme de la politique de l'énergie pour l'automne 2000.

- ♦ La France s'est engagée à appliquer la directive électricité à la mi-février 2000.

- ♦ La fusion des DG transport et énergie, décidée le 29 septembre dernier, sera effective le 1er janvier 2000.

Initiative

Le Forum permanent de la société civile organise une **journée de réflexion sur la charte des droits fondamentaux le 15 janvier 2000** à Paris, avec la participation des représentants des institutions de l'Union, des ONG, ainsi que d'autres groupes intéressés.

Renseignements : Forum permanent de la société civile 1 place de Luxembourg B - 1050 Bruxelles Tel + 32 2 508 30 88 Fax + 32 2 512 66 73

"the Commission cannot subtract itself from the obligation of communicating documents that were obtained in the framework of purely administrative information (...) even if the production of such documents before the community's judge could cause prejudice to the Community. The Court considers as protected documents only " case statements or deposited certificates, internal documents on current cases (...), communications related to the case between the concerned DG and the judicial service or lawyer's cabinet.

Public procurement

Two recent decisions of the Court of Justice, concerning the Austrian regulation on the signing of public offers are worth noting. The first (C-81/98) states that a national procedure should in all cases provide for the possibility of cancellation of the decision on market attribution after the contract has been signed, independent of the damage claims. The second (C-328/96), states that the Austrian Republic was required to respect the Community's regulation right from the time it became a member of the European Union. It could thus not exclude contracts involving such large sums of money from the application of the Community's directives on public procurement, nor break the principle of free circulation of goods.

Energy

During the symposium on the results of the project, launched by the Commission, of "common analysis" of the perspectives in the energy domain, up till 2020 and the associated challenges, commissioner Loyola de Palacio, specifies the contradictions, that should be resolved in the near future, between the abundance and the low cost of the fossil energy, on one hand and, the climatic changes which oblige reduced usage of it. She underlined the fact that at the moment when the decision making power is passed over to the market, public intervention should be intensified and, she clearly indicated the intention of the Commission to conduct a wide consultation with the intention of elaborating a long term strategy on the energy policy, by autumn 2000.

- ♦ France undertook to apply the electricity directive on by mid-February 2000.

- ♦ The merger of DG transport and energy, decided on 29th September, will become effective from 1st January 2000.

Initiative

The permanent Forum of the civil society organises a **one day workshop on the charter of fundamental rights on the 15th January 2000** in Paris, with the participation of the representatives of the institutions of the Union, the NGOs, as well as other interested groups.

Information: Permanent Forum of civil society, 1 place de Luxembourg B - 1050 Brussels. Tel.: + 32 2 508 30 88, Fax:+ 32 2 512 66 73

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 80 €. *Subscription for 1 year: € 80*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.